



Libérez nos confrères algériens !

La justice algérienne a reporté son verdict au 15 septembre dans l'affaire du journaliste Khaled Drareni, directeur du site d'information Casbah Tribune, correspondant de TV5 Monde en Algérie et de Reporters sans frontières (RSF), qui était jugé en appel mardi à Alger.

A l'ouverture du procès, le ministère public a requis à son encontre 4 ans de prison ferme et 50 000 dinars d'amende, confirmant sa volonté de porter gravement atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la presse. « Monsieur le président, je suis un journaliste et non un criminel. Le journalisme que j'exerce ne menace aucunement l'intégrité du pays, mais la préserve », a déclaré notre confrère devant le tribunal.

En première instance, le 10 août dernier, une peine de 3 ans de prison ferme avait été prononcée contre Khaled Drareni, accusé d'« incitation à un attroupement non armé » et d'« atteinte à l'intégrité du territoire national » après sa couverture d'une manifestation du Hirak à Alger le 7 mars dernier. Arrêté depuis, il a été incarcéré le 29 mars (lire notre communiqué du 12 août [« Algérie : libération immédiate pour Khaled Drareni »](#)).

A la veille de son procès, plusieurs manifestations ont été organisées en soutien au journaliste et une [pétition](#) exigeant sa libération, lancée le 11 août par des journalistes algériens, approche les 7 500 signatures. L'ONU, l'Union européenne et l'Union africaine avaient fait part de leur « préoccupation » à la suite de sa condamnation.

Le SNJ-CGT, qui a de longue date affirmé et mis en œuvre sa solidarité avec les confrères algériens, notamment lors de la « décennie noire », dénonce aujourd'hui la brutale répression du régime contre la liberté d'expression.

Le SNJ-CGT appelle le pouvoir algérien à cesser de persécuter les journalistes. Avec la Fédération internationale des Journalistes (FIJ), nous exigeons la libération immédiate de tous nos confrères emprisonnés.

La FIJ avait dénoncé la sentence frappant en première instance Khaled Drareni (lire le [communiqué](#) de la FIJ du 11 août), s'inquiétant d'une série d'autres condamnations lourdes prononcées ces derniers mois contre plusieurs journalistes algériens, parmi lesquels Abdelkrim Zeghileche, directeur de la web-radio Sarbacane, condamné à 2 ans de prison en août, et Ali Djamel Toubal, du media privé Ennahar, emprisonné pour 15 mois fermes en juillet.

Deux autres confrères, Moncef Aït Kaci (ex-France 24) et Ramdane Rahmouni, placés en détention

préventive pendant 24 heures, avaient été libérés suite à de multiples protestations.

Devant cette avalanche de condamnations, le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, avait appelé à la « libération de tous les journalistes détenus en Algérie ». Au nom de la FIJ, première organisation de défense des journalistes dans le monde, il avait souligné : « Nous sommes profondément concernés par la détérioration de l'état de la liberté de la presse en Algérie ».

Montreuil, le 9 septembre 2020.